



Communiqué de presse

PAS (prélèvement à la source) et grand débat national, le Directeur des Finances Publiques du Var passe outre !

Le Directeur Départemental des Finances Publiques vient de décider à la surprise générale de réduire dès le 1^{er} mars les horaires d'ouvertures de nos accueils du Public pour les Centres des Finances Publiques de Brignoles, Draguignan, Fréjus, Hyères, La Seyne sur Mer et Saint Tropez, soit tous les Services des Impôts des Particuliers (SIP) hors TOULON.

L'ensemble des organisations syndicales SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC a demandé au DDFIP du Var de surseoir à cette décision. Face à son refus, tous les élus du personnel ont voté contre cette mesure présentée le 8 janvier 2019 en Comité Technique Local (CTL).

Cette mesure est d'autant plus incompréhensible que nos services font face à la mise en place du prélèvement à la source qui amène, et va continuer à amener, de nombreuses questions durant tout le premier semestre 2019 (taux, erreurs possibles, déclarations des revenus 2018, acomptes...).

Par ailleurs, une note nationale du 22 octobre 2014 fixe les horaires d'ouverture de l'accueil physique des structures locales accueillant du public à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette note signée par Bruno PARENT, actuel DGFIP, est toujours en vigueur. Elle fixe à 24H par semaine sur au moins 4 jours les obligations d'ouverture pour les SIP varois cités ci-dessus. Ces CFP respectent actuellement ces 24H par semaine sur 4 jours. Ce ne sera plus le cas à partir du 1^{er} mars 2019.

Interrogé lors du CTL sur le respect de cette note, le DDFIP du Var, Monsieur Pascal ROTHE, a décidé de s'en affranchir à partir de ses convictions personnelles.

En décembre 2018, le gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a décidé d'organiser un grand débat national jusqu'à la mi-mars 2019. L'un des thèmes retenu est le suivant (source site gouvernement.fr) :

L'organisation de l'État et des services publics

Dans un monde qui change, dans une France où les mouvements de populations n'ont jamais été aussi massifs depuis 20 ou 30 ans, il est nécessaire de rendre les administrations et les services publics plus accessibles, plus efficaces et plus transparents.

- *Comment organiser la présence de l'État et des services publics sur le territoire national ?*
- *Comment prendre en compte la révolution numérique dans cette organisation ?*
- *Comment lutter contre le réflexe de la concentration ?*

C'est en s'interrogeant collectivement que l'on pourra y répondre.

En voulant imposer dans l'urgence, contre l'avis des représentants des personnels, une plus grande fermeture de nos accueils physiques, le DDFIP du Var participe donc à un véritable sabotage du débat national.

Le Président de la République lui-même, par une lettre adressée aux Français, insiste sur l'importance de ce débat national et fixe bien l'objectif du 15 mars avant de prendre les décisions qui feront suite à ce Grand Débat National.

Les organisations syndicales SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC des Finances Publiques du Var ont décidé d'interpeller le Ministre, le Préfet et les élus varois pour empêcher la mise en place de cette décision qui ne peut que conforter les Français qui pensent que le Grand Débat National ne sert à rien.

Toulon, le 15 janvier 2019

Les organisations syndicales SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC des Finances Publiques du Var

solidairesfinancespubliques.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

fo.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

cfdt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

cftc.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr